Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

124-125 | 2011

Les rapports de sexe sont-ils solubles dans le genre ?

Usages du genre dans les projets de développement

L'exemple des associations marocaines

The Uses of Gender in Development Projects. The Example of Moroccan Associations

Aurélie Damamme

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/9231>

DOI : 10.4000/jda.9231

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011

Pagination : 93-115

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Aurélie Damamme, « Usages du genre dans les projets de développement », *Journal des anthropologues* [En ligne], 124-125 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 20 février 2020.
URL : <http://journals.openedition.org/jda/9231> ; DOI : 10.4000/jda.9231

USAGES DU GENRE DANS LES PROJETS DE DÉVELOPPEMENT

L'exemple des associations marocaines

Aurélie DAMAMME*

Qui découvrirait le terme de « genre » en le lisant sur des banderoles annonçant des colloques et formations d'organisations internationales ou d'organismes de coopération pourrait penser qu'il s'agit d'une nouvelle lubie de développeurs. Tenir compte du « genre » serait un nouveau mot d'ordre venant s'ajouter à ceux de participation, durabilité, etc., qui accompagnent le terme de « développement ». Pourtant, ce terme de genre a une histoire propre que son usage dans le champ du développement ne permet pas de saisir d'emblée.

Cet article vise ainsi à rendre compte des enjeux d'usages du genre dans le contexte des associations marocaines de développement¹. Je tenterai tout d'abord de relier l'usage de ce terme à ceux qui l'ont précédé, particulièrement celui de « femmes et développement ». Je m'intéresserai ensuite aux enjeux que pose son utilisation.

* GSPM-IMM/EHESS – 190, avenue de France, 75648 Paris cedex 13.
Courriel : adamamme@yahoo.fr

¹ Cette enquête a été réalisée dans le cadre d'une thèse de doctorat auprès d'intervenants du développement (public comme associatif) à plusieurs échelles : organisations internationales, agences de coopération, institutions nationales et associations nationales, régionales et locales marocaines (Damamme, 2005).

La circulation des idées à l'échelle internationale requiert une analyse fine des conditions sociales, économiques et politiques qui marquent à la fois le lieu de production et celui de réception (Bourdieu, 2002). Nous nous concentrerons principalement sur la réception du genre, en montrant comment certaines des ambitions originelles de la notion ne peuvent être portées dans ce champ d'action précis qu'est le développement.

Si la définition même du terme de genre ne fait pas l'unanimité, tant dans le monde académique que dans ce champ en particulier, je reprendrai celle qui met l'accent sur deux aspects distincts : d'une part, la différenciation des catégories de sexe ; et d'autre part les rapports de pouvoir qui conditionnent les interrelations entre hommes et femmes (voir notamment Bisilliat, 2003). Fondamentalement dynamique, cette notion permet de saisir les variations des constructions sociales dans le temps et l'espace et vise ainsi la dénaturalisation des rapports hommes-femmes.

Dans cet article, nous nous intéresserons plus précisément à la façon dont les membres des associations² et ONG de développement marocaines utilisent le genre dans leurs projets. Après une première partie consacrée à l'usage du genre dans le contexte d'intervention sociale au Maroc, l'attention sera fixée sur différentes façons de manier cette catégorie dans les pratiques : tout d'abord à travers la sélection même des projets qui s'adressent aux femmes puis à travers l'analyse des tentatives de mise en cause de cet ordre de genre, et des résistances qu'elle suscite.

L'usage du genre dans les discours sur le développement

La période qui nous intéresse ici est celle qui, selon la périodisation des discours sur les femmes et le genre dans le développement « femmes et développement » couramment admise (Rathgeber, 1994 ; Bisilliat, 2000), commence au milieu des années 1980, et se caractérise par la banalisation du terme « genre » dans

² Nous nous appuyons ici sur les entretiens menés avec des responsables, membres et animateurs de 49 associations sur leurs pratiques, ainsi que sur nos observations dans plusieurs associations.

les institutions internationales à partir des années 1990. Cette diffusion du terme ne signifie pas pour autant une imposition des points de vue féministes dans les projets de développement. Le genre fait ainsi souvent l'objet d'une neutralisation de sa dimension politique (Bisilliat, 2003).

Qu'advient-il de la notion de genre dans le contexte d'intervention du développement au Maroc ?

Alors que les pouvoirs publics marocains n'avaient pas entrepris d'action significative en faveur de la prise en compte des « femmes » dans les projets de développement jusqu'au milieu des années 1980 (Chiche & Kanoubi, 2002), l'arrivée massive de fonds des organisations de développement à la fin des années 1990 a favorisé le déploiement d'actions faites au nom des approches « femmes et développement » puis « genre et développement ».

Avant cela, la création de l'Union nationale des femmes marocaines en 1969 par le roi Hassan II avait plutôt eu pour vocation de renforcer la visée caritative des actions en direction des femmes. Les premières associations de droits des femmes n'ont été créées qu'au milieu des années 1980, et ont alors pu bénéficier du soutien financier et technique des organisations internationales (Daoud, 1996). Mais malgré l'existence d'actions menées par ces associations de droits des femmes durant la décennie 1990, la proposition en 1999 du plan d'action pour l'intégration des femmes au développement par le gouvernement d'alternance a relancé la discussion sur les rapports entre hommes et femmes au Maroc à une plus grande échelle. En reprenant une revendication de ces associations qui plaidaient pour un changement du code du statut personnel ou *moudawana*³, le projet inscrivait d'emblée cette intervention juridique au cœur du programme plus vaste de transformation des rôles attribués aux femmes dans la société marocaine. Si le plan ne mentionnait pas directement le terme de genre, il faisait largement état des relations entre les hommes et les

³ Ce code instauré en 1957 régit les rapports entre hommes et femmes dans la famille autour de la figure de l'homme chef de famille et de la subordination de la femme à son époux.

femmes dans différents domaines. La proposition de réforme du code du statut personnel s'est alors heurtée à une forte opposition des principaux partis politiques (y compris de certains membres de la majorité gouvernementale) et de hauts dignitaires musulmans qui se sont ligüés contre les instigateurs du plan (au premier rang desquels le ministre Said Saidi qui avait porté la proposition). Cette opposition a été relayée par une grande manifestation à Casablanca, qui était largement supérieure à celle conduite à Rabat par les défenseurs du plan. Le projet de réforme du code du statut personnel a ainsi été repris en main par le roi qui l'a finalement fait aboutir en 2004, suite à un changement du contexte politique après les attentats islamistes de 2003⁴.

La dimension juridique de ce plan gouvernemental ayant fait l'objet d'un traitement séparé, les autres volets d'action ont pris la forme d'une série d'interventions sur différentes thématiques ayant trait aux relations hommes/femmes (violences contre les femmes, santé, développement économique). Ce plan a pu s'appuyer sur la mise en place de programmes en faveur de l'« intégration du genre » dans le développement portés par des organisations ayant adopté cette approche, telles que l'Agence allemande de coopération technique pour le développement (*Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit* – GTZ) ou l'ONG internationale Oxfam Québec. Les débats sur le plan d'action ont fait l'objet d'une large médiatisation et ont donné une tonalité particulière aux questions de « femmes et genre ».

À travers notre enquête auprès des intervenants du développement à différentes échelles d'action, nous tenterons de montrer comment la définition du genre retenue en contexte de développement ne pouvait être qu'euphémisée, à moins de remettre en cause d'autres principes d'action, tels que celui de la participation.

⁴ Les partis s'opposant à cette réforme, notamment les islamistes modérés du PJD, ont été affaiblis par les attentats de 2003 et fortement incités à ne pas produire de critique directe concernant les décisions du roi Mohammed VI.

Les parcours de transmission du genre

La réception de l'« approche genre », selon l'expression couramment évoquée par les intervenants du développement, est d'emblée conditionnée par son statut de méthode diffusée par les organisations internationales. Dans quelle mesure cela nuit-il à sa crédibilité auprès des intervenants ? Comment paradoxalement cela peut-il jouer le rôle d'un nouveau point de ralliement qui ne doit pas susciter de débat entre les membres d'une organisation ? Ces questions méritent d'être posées dans un contexte d'imposition des normes de développement aux intervenants marocains.

Nous rappellerons au préalable qu'au moment des enquêtes il y a eu une intensification des programmes mentionnant le genre. À partir de 2004 notamment (Damamme, 2011), les formations sur le genre sont encore peu dispensées par les ONG à l'exception principalement du Catholic Relief Service (CRS) et d'Oxfam Québec. La diffusion s'opère également par les organisations internationales qui mettent en place des manifestations diverses sur le territoire marocain, tels que l'organisation de conférences à l'occasion de la Journée mondiale des femmes, le 8 mars.

Aux yeux de beaucoup des animateurs et intervenants rencontrés, le terme de genre n'est pas clair. Le flou qui l'entoure tend à renforcer le caractère peu opératoire d'une approche qui s'en inspire. En outre, « l'approche genre » est bien vécue comme une méthodologie imposée par un certain nombre de responsables d'associations. La question est abordée directement avec le responsable d'une des principales associations de développement marocaines (l'AMSED), qui joue elle-même un rôle important dans la diffusion des méthodes et approches de développement auprès d'associations régionales. Il me répondit ainsi :

Au départ, ça a été le cas (une méthodologie imposée) avec des ateliers, des colloques. Maintenant, c'est la phase de réflexion : on a connu la réalité. Les associations (*i.e.* bénéficiaires de la formation) se posent actuellement la question de la théorie, du programme sur le genre. Il y a les *feed-back* du terrain qui entrent dans le processus de compréhension. Voilà ce qu'on peut prendre dans ce volet et voilà ce qu'on peut laisser.

Le directeur de l'AMSED insiste ainsi sur le principe de sélection à l'œuvre – bien identifié pour tout parcours de transmission – dans l'appropriation du genre. Ensuite est mis à jour le détail de ces opérations :

Le genre, c'est venu comme beaucoup de concepts au départ. Déjà, la traduction de l'anglais au français a pris beaucoup de temps pour trouver une formule. Ensuite, il y a eu la question du passage du français à l'arabe.

Les différentes traductions qui s'opèrent d'une langue à l'autre renforcent les risques de changement du sens. Le débat autour de la traduction du terme *gender* par « genre », terme qui n'a pas la même résonance en français qu'en anglais, montre cependant que la résistance purement linguistique ne peut être reçue comme unique raison du refus du terme.

Le récit du directeur de l'AMSED se fait également l'écho des problèmes opérationnels que poseraient aux intervenants du développement un questionnement sur la structuration des rapports de genre. C'est dans cette perspective qu'il fournit des indications sur les formes d'usage souhaitable du terme « genre » dans le champ du développement. Il formule tout d'abord ses doutes sur une transmission qui se ferait de manière identique à toutes les échelles d'intervention :

Dans les villages, il ne faut pas le dire (le mot genre), c'est un niveau où il ne faut pas en parler : là, il n'y a pas beaucoup de débats d'élite, c'est mieux de traduire au niveau des outils, au niveau pratique. [...] Ce sont des choses qu'il faut pratiquer, et non en discuter. Par exemple, un animateur va aller chercher de l'eau au côté des femmes. Pourquoi fait-il cela ? Cela va provoquer des réactions, alors que si on lance le débat au niveau local, cela aura peu de succès.

Cette importance donnée à l'absence de discours explicite mérite d'être soulignée. Le discours sur le genre étant assimilé à un discours d'élite, provoquer des situations décalées par rapport à la division sexuée du travail est jugé ici plus pertinent. Son discours pose ainsi clairement la question des conditions d'évocation de ce type de questions ainsi que celle de l'existence de capitaux culturels ou sociaux spécifiques requis pour se livrer à un exercice purement spéculatif sur les identités de genre.

Le directeur défend ainsi une approche qui interroge la construction des divisions de genre par le biais de la mise en scène d'un autre ordre de genre possible. Si l'exemple de l'animateur qui accompagne une femme allant chercher de l'eau au puits apparaît approprié pour interroger le caractère construit de la division du travail, reste posée la question de la légitimité de l'animateur à proposer aux habitants des modèles alternatifs de division du travail. Le récit de cet intervenant du développement soulève la question des outils qui permettent de soutenir la diffusion de la notion de genre. Il importe ici de distinguer le terme d'outil de celui de « recette », qui comporte le risque de figer des pratiques contextualisées en modèle d'action. L'exemple des comités mixtes est très significatif de ce risque de glissement de l'outil vers la recette. Pour beaucoup d'intervenants qui évoquent « l'approche genre », la mixité de la composition d'un groupe est considérée comme une traduction pragmatique de sa prise en compte. Or, le comité mixte semble plus relever d'un nouveau stéréotype sur l'équilibre des pouvoirs que d'une réelle réflexion sur la mise en jeu des pouvoirs dans la réalité. Si la non-mixité peut servir d'indicateur à l'analyse des limites d'accès imposés aux femmes, il n'y a pas dans la conceptualisation du genre de renvoi explicite à la mixité comme solution aux problèmes. En effet, la mixité supprime la règle de la séparation des sexes dans un espace donné mais non le principe de sa hiérarchie. Le recours à ces groupes mixtes semble plutôt incarner une lecture du genre qui met l'accent sur la dimension relationnelle entre les hommes et les femmes mais sans se référer aux rapports de pouvoir qui instituent la division. En outre, la diffusion de « recettes » de genre produit des effets ambivalents sur de nombreux opérateurs de terrain : si elle semble, en premier lieu, pouvoir répondre à une attente face à un terme dont le contenu est souvent peu maîtrisé, elle est en mesure de venir nourrir le scepticisme voire l'agacement de certains intervenants locaux qui se voient recommandés de mettre en œuvre des formules suscitant des résistances locales.

L'animateur/animateur : porte-voix de quels discours ?

Dans les chaînes de transmission des idées, l'identification des agents chargés des opérations de sélection et d'appropriation est centrale. Si le rôle des prescripteurs de discours au niveau des institutions internationales est majeur pour saisir l'interprétation du genre qui est finalement adoptée (Mestrum, 2003 ; Degavre, 2010), il semble se dégager une figure qui nous paraît également centrale sur le terrain des projets : pour les organisations les plus importantes elle correspond à celle de l'animateur/animateur, et pour les plus petites associations, elle peut être endossée par des membres de l'association eux-mêmes.

Ces agents constituent un maillon indispensable du circuit de diffusion des méthodes de développement car dans la configuration développementaliste, ce sont eux les « médiateurs », se situant à l'interface entre les organisations de développement et les populations visées par les programmes (Olivier de Sardan, 1995). Même si cette fonction de médiation n'est pas nouvelle et qu'elle se trouve incarnée dès la colonisation, elle reste généralement sous-évaluée, et les études éclairant son rôle sont encore trop rares⁵. Une des chargées de mission au siège du CRS, ONG états-unienne particulièrement influente – une des premières ONG installées sur le territoire marocain – souligne ainsi ce rôle fondamental des animateurs, à qui elle attribue le pouvoir de relayer ou non des approches nouvelles comme celles du genre :

Les animateurs – des hommes et des femmes en nombre égal – jouent le rôle de sensibiliser les hommes à l'intérêt de prendre en compte les femmes et les filles. Le grand but est l'équilibre des pouvoirs mais, dans notre *staff*, il y a confusion entre projets femmes et genre.

L'évocation de cette confusion entre deux approches témoigne également du flou qui règne autour de l'usage de ces

⁵ « Dans l'immense littérature consacrée au développement, ils font figure de tache blanche, en ce que leurs pratiques "réelles", leurs difficultés "réelles", leur insertion "réelle" dans le milieu rural n'ont guère fait l'objet d'investigations sérieuses, à de rares exceptions près » (Olivier de Sardan, *op. cit* : 154).

termes par les animateurs et permet de mieux saisir leur position délicate dans cette chaîne de diffusion. L'animateur(trice) détient ainsi un statut de passeur dans le circuit du projet de développement, étant souvent en première ligne avec les habitants. C'est à lui/à elle que revient la tâche de distinguer les groupes sociaux en présence et de saisir les enjeux de ces rapports sociaux pour la mise en œuvre du projet. Les représentations qu'ont les différents intervenants ou animateurs des rapports de genre dans leur société joueront nécessairement un rôle dans la manière dont ces derniers vont en présenter l'approche.

Et le compte rendu qu'ils font de leur activité – dont il ne s'agit pas ici de défendre ni la vérité ni la représentativité –, donne accès à leur façon de se représenter dans une situation donnée des bonnes ou mauvaises pratiques de « prise en compte du genre ». Certaines situations d'animation tendent par exemple à infléchir leur façon d'appréhender leur rôle et les incitent à recourir à une nouvelle grille d'analyse. Une membre d'une association de développement dans le Sud du Maroc, qui endosse le rôle d'animatrice dans le cadre d'un vaste programme financé par des bailleurs de fonds nationaux et internationaux sur les maladies sexuellement transmissibles et le sida en particulier, nous expliquera ainsi comment la formation qu'elle a assurée l'a conduite à aborder les relations au sein du couple comme étant aussi marquées par des rapports de pouvoir. Elle raconte alors que lorsqu'elle a été amenée à évoquer la question des rapports sexuels dans le couple, en plus d'un recours aux savoirs scientifico-techniques acquis sur le sujet ainsi qu'aux savoirs populaires qui s'y reportaient, elle s'est sentie obligée d'évoquer les rapports inégaux dans la sexualité. La mention de cette question lui est ainsi apparue nécessaire pour évoquer le risque de contamination des femmes par leurs conjoints infidèles. Cette prise de conscience d'un ordre social façonné par le genre a pu être facilitée par l'évocation d'un domaine, la sexualité, considéré comme un point nodal de la domination des hommes sur les femmes par des anthropologues féministes comme Paola Tabet (2004).

Reconduire ou non les distinctions de genre

À l'échelle des projets, ne pas reconduire les distinctions de genre supposerait déjà de ne pas considérer que certaines activités ne concernent que les femmes. Or, au Maroc, la conception des projets de développement s'effectue largement selon le grand découpage déjà observé pour d'autres pays (Bisilliat, 2000) : les grands projets d'infrastructure sont conçus au neutre, pour l'« être humain », c'est-à-dire au masculin, et les femmes sont généralement associées aux projets de petite dimension. De la même façon, les femmes sont rarement associées aux projets qui concernent une vision globale du village : elles sont en effet généralement cantonnées à un niveau de projet qui les associe à leurs responsabilités familiales, comme par exemple la mise en place de formations sur la sensibilisation à l'hygiène et aux premiers soins.

Lorsque j'ai cherché à identifier la place respective des hommes et des femmes dans des projets liés au secteur de l'énergie, dans lequel les femmes ont une responsabilité directe – en termes d'approvisionnement en bois principalement –, il est apparu de façon récurrente que les femmes étaient associées à des techniques d'usage domestique, qu'il s'agisse de l'initiation aux foyers améliorés – projets mis en œuvre par des associations comme par exemple Les amis du Zat, l'ASMAPE et d'autres associations villageoises évoquées par l'animatrice du Centre pour le développement des énergies renouvelables (CDER) – ou de la gestion de fours mixtes bois/gaz par les associations Oasis verte et Anwar. De la même manière, dans le domaine de la gestion de l'eau dans laquelle les femmes rurales ont une responsabilité quotidienne, l'association Tichka mettait en place de vastes programmes d'assainissement de l'eau dans les villages qui mobilisaient principalement les hommes de l'association villageoise. Les femmes étaient impliquées dans un projet de sensibilisation à l'hygiène par une animatrice de l'association. S'il ne s'agit pas ici d'un refus de les faire accéder à l'ensemble des techniques – comme on le voit avec les projets de foyers améliorés à usage

individuel –, leur mise à l'écart des techniques impliquant une organisation collective est éclairée par l'analyse de Paola Tabet sur le maintien des femmes hors du champ de maîtrise de l'outil (1979). C'est pourquoi cet écart de participation entre hommes et femmes tel qu'il est pensé selon la nature du projet semble bien induire une capacité inégale à « élargir l'emprise sur le réel » (Chabaud-Rychter & Gardey, 2000 : 217).

L'analyse sexuée de la répartition des projets illustre aussi la hiérarchie des priorités dans les actions de développement. De la même façon que les projets à vocation générale ne sont généralement pas attentifs à la problématique de l'inégalité entre hommes et femmes, la chronologie des projets de développement reflète cette moindre considération des préoccupations dites féminines : un grand nombre d'associations rencontrées décident de mettre en place une action s'adressant aux femmes, seulement après la réussite du projet global.

Dans ces petits projets, les objectifs défendus sont généralement conformes à la formulation même du bailleur. Dans les récits de différents intervenants, la réflexion sur les rapports de genre se cristallise alors souvent autour de la question de savoir comment parvenir à convaincre les hommes d'impliquer les femmes dans une activité donnée, plutôt que sur le bien-fondé même de cette action pour les femmes, souvent postulé (Molyneux, 2000). Ce qui est considéré bénéfique pour « les femmes » est alors conçu selon les schémas généraux des développeurs : l'alphabétisation et les activités génératrices de revenus sont les activités qui sont le plus souvent citées par les associations de développement. Si les intervenants peuvent être eux-mêmes convaincus de l'intérêt de ces activités en soi, le fait qu'elles soient beaucoup plus souvent proposées aux femmes (de façon bien supérieure à l'écart d'alphabétisation entre les deux sexes⁶) mérite aussi de s'interroger sur le type de lien qui est opéré par les

⁶ Il m'a même plusieurs fois été rapporté que lorsque des opérateurs de développement projetaient des cours d'alphabétisation pour les hommes ils se heurtaient à leur résistance.

intervenants du développement entre l'alphabétisation et le groupe social « femmes ». Ne peut-on y voir le reflet de la représentation des femmes « bénéficiaires du projet » sous le seul prisme de « la » femme analphabète démunie ? Or, l'analphabétisme est handicapant de façon différentielle et ne considérer les personnes que sous cet angle est nécessairement omettre l'ensemble de savoirs et techniques qu'elles mobilisent pour la gestion de leur vie quotidienne (Chiche, 1994).

Le modèle du petit projet féminin et sa critique

Si l'on observe une large mise en place de petits projets à destination des femmes (Damamme, 2005), ils ne suscitent pas un grand intérêt auprès d'un certain nombre d'intervenants. Un exemple très significatif de la faible implication de certains responsables de projets dans les activités visant les femmes nous est ici donné par le président d'une association de préservation de l'environnement. Il rapporte que leur association a mis en œuvre un projet « femmes et biodiversité » financé par un bailleur de fonds qui lançait des appels d'offre sur cet intitulé. L'extériorité de l'initiative du projet était ainsi exprimée clairement par le président, ce qui prenait aussi une valeur de réponse à ma question sur l'existence ou non d'une réflexion sur la place des femmes ou du genre dans leur association. La sincérité de la réponse témoignait de son détachement vis-à-vis de sujets mineurs. Ce positionnement me fut confirmé par une des membres de l'association, chargée plus spécifiquement du suivi de ce projet, qu'elle présentait comme la « dernière roue du carrosse ».

Cependant, parmi les nombreuses associations qui organisent des actions pour les femmes, des voix dissonantes se font entendre, notamment de la part des membres ou responsables d'association qui se fixent également pour objectif la défense des droits des femmes. Ainsi, lors d'une réunion d'un réseau « femmes et développement durable » à Marrakech qui regroupait des associations de développement généralistes et des associations de développement marquées par cet objectif de défense des droits des femmes, la

présidente de l'association Ennakhil de Marrakech a produit un discours venant interroger le sens de la production de ces projets féminins. Son discours s'adressait plus précisément aux membres d'une association du réseau qui travaillait avec des femmes démunies :

L'association a besoin d'être renforcée, car pour parler au nom des femmes, il faut avoir une formation suffisante sur le droit des femmes. Il faut que ce soit résolu dans sa globalité : les femmes célibataires, les femmes divorcées, pourquoi sont-elles marginalisées ? Car c'est culturel. L'association a besoin d'être formée pour jouer ce rôle. Sinon, cela ne sera que la résolution de petits problèmes. [...] Il ne s'agit pas de considérer les femmes seulement dans les questions économiques mais de les considérer en général. Par rapport aux droits de la femme, cela doit permettre à la femme de gagner sa vie et aussi d'être une femme à part entière, de se sentir à l'aise dans sa société. Orienter le travail dans une vision globale. [...] Le développement, c'est bien, mais il ne faut pas qu'il aille dans le sens d'une exploitation accrue, il faut être conscient et rester vigilant par rapport à ce risque que les femmes n'y gagnent rien. En effet, maintenant, il n'y a pas que les associations mais les communes travaillent aussi sur des projets de coopération décentralisée concernant les femmes. Il faut avoir un œil pour veiller.

Son insistance sur le fait que le montage de projets de développement en direction des femmes ne peut constituer une garantie en soi de l'amélioration de la situation des femmes permet de rompre avec une logique particulièrement développée dans l'approche des activités dites « génératrices de revenus ». Cette prise de parole est aussi une défense de son propre positionnement dans le champ d'intervention dédié à « femmes et développement ». Elle prône en effet une nécessaire complémentarité entre une approche axée sur la mise en place de projets socio-économiques et une réflexion en termes de droits. Elle pointe également le risque d'une diffusion des projets générateurs de revenus sans analyse plus poussée des enjeux pour les participantes à ces activités.

L'analyse des projets générateurs de revenus à destination des femmes permet de repérer à la fois certains stéréotypes de genre à l'œuvre dans les pratiques des intervenants et certaines tentatives de remise en cause des rapports de pouvoir au sein de la famille, qui peuvent être sources de résistance.

Regards sur les activités génératrices de revenus pour les femmes : quels conflits d'usages du genre ?

Les activités qui sont qualifiées de « génératrices de revenus »⁷ sont généralement liées à la petite agriculture ou aux activités artisanales. Selon les récits de plusieurs intervenants du développement, lorsque des séances sont organisées avec des femmes pour déterminer leurs « centres d'intérêt », au nom du principe de participation des habitants, les activités artisanales (principalement la couture ou la broderie) ou de service comme la cuisine et la coiffure constituent la majorité des réponses. L'hypothèse que les jeunes filles produisent des demandes adaptées à l'image qu'elles se faisaient de l'offre de développement peut être proposée ici comme clé d'analyse, rejoignant les constats faits ailleurs par des sociologues et anthropologues du développement que les propositions émises par les « bénéficiaires » reflètent leurs projections sur l'offre possible des organisations de développement (Olivier de Sardan, *op cit.*). En outre, dans la mesure où les schémas de division sexuelle du travail sont généralement appropriés par les individus de manière forte, il est difficile d'attendre de la participation des habitants une proposition de remise en cause des normes de genre. Ces consultations rendent néanmoins visible la variation des normes de genre selon l'appartenance sociale et le lieu de vie (urbain/rural). La maîtrise de la couture et de la broderie est ainsi souvent associée à l'image du travail féminin censé être accompli par les femmes bourgeoises en milieu urbain⁸, les projets de développement pouvant ici servir à

⁷ Cette expression est la traduction de l'anglais *income generating activities* et qualifie la dimension performative du projet.

⁸ Ce modèle de travail adopté par les femmes des classes aisées (Clancy-Smith, 1999) s'est répandu dans les classes moyennes urbaines mais ne correspond plus depuis déjà plusieurs décennies aux aspirations des femmes de la bourgeoisie qui privilégient l'accès aux professions « modernes » comme les professions libérales ou administratives. Les représentations liées au travail sont ainsi largement façonnées par les catégories urbain/rural mais aussi par l'appartenance de classe (Rodary, 2007).

appuyer des stratégies de distinction de jeunes filles qui souhaitent échapper aux travaux liés à la terre, objet de dépréciation, et s'engager dans ces travaux qu'elles considèrent « respectables ».

Les stéréotypes de genre entrent en ligne de compte également dans la représentation du type de revenu qu'il est concevable d'escompter selon que l'intervenant prévoit une activité pour des hommes ou des femmes. En effet, le montant des revenus ne semble pas un critère déterminant pour décider d'engager ou non une action à destination des femmes. Les indécisions qui accompagnent le mode de rémunération apparaissent d'autant plus acceptables qu'elles s'appuient sur une conception où le revenu des femmes constitue un appoint⁹. Cette posture adoptée par de nombreux intervenants peut expliquer leur investissement moindre dans un travail en amont permettant de vérifier le potentiel et la faisabilité de ces projets. Ce phénomène est accentué par le fait que les petits projets sont dotés de petits budgets, qui n'encouragent pas l'évaluation et l'apprentissage des échecs passés¹⁰. Ces petits projets féminins ont fleuri ces dernières années au Maroc : le risque pour les femmes est alors de leur associer du microcrédit dans la mesure où, en cas d'échec, elles peuvent en outre se retrouver endettées.

Si l'analyse de nombreux projets générateurs de revenus mis en place par les associations a permis de repérer la difficulté à mettre en place des activités réellement en mesure de produire des rentrées d'argent durables (Damamme, 2005), elle a aussi été l'occasion d'identifier des intervenants du développement qui revendiquaient une plus grande sensibilité aux questions de genre.

La mise en cause des rapports de genre est de fait bien plus risquée pour les animateurs(trices) sur le terrain, même si ceux-ci

⁹ Il existe une vaste littérature sur le revenu d'appoint (voir notamment Meron & Silvera, 2006).

¹⁰ La géographe spécialiste de l'élevage Jeanne Chiche explique par exemple comment les problèmes généraux que cause l'élevage – comme ceux des maladies contractées par les animaux – sont généralement sous-estimés à chaque réalisation d'un projet d'élevage pour les femmes (2004).

expliquent déjà se heurter à de nombreuses difficultés quand ils mettent en œuvre des activités qui ne bousculent pas la division sexuée du travail en place.

Car la mise en place de projets qui concernent les normes de genre suscite des résistances qui semblent se manifester sous deux formes principales. D'une part, une résistance contre l'imposition d'une formule extérieure qui fait surgir des comportements de rappel de l'autorité : elle peut s'apparenter à une opposition de principe qui ne préjuge pas de l'acceptation ultérieure du projet. Et d'autre part, une résistance au contenu du projet au nom de la défense du pouvoir dont on dispose, cette seconde position étant explicite sur la volonté de maintien des rapports sexuels en place. Or, les deux modalités ont toutes les chances de se trouver imbriquées dans ces contextes d'intervention de développement, ce qui rend le travail d'interprétation particulièrement nécessaire. C'est encore ici que le rôle des animateurs apparaît clairement : certains animateurs expliquent par exemple leur façon de réagir selon l'interprétation qu'ils se font du type d'opposition à l'œuvre. Un ancien animateur de l'ONG Migrations et développement local explique ainsi comment il a œuvré pour faire accepter la création d'un espace dédié à l'activité des femmes. Face au refus initial de certains représentants villageois éminents, il a réussi à créer une dissension entre ceux-ci en parvenant à identifier les personnes sensibles à sa démarche. Son activité rend visible l'espace de négociation qui peut incomber à l'animateur lorsque celui-ci se trouve face à des difficultés de réception de son approche, et notamment lorsqu'elle met en jeu les normes de genre existantes, en particulier celles relatives à la division de l'espace.

Le récit d'un responsable d'antenne de l'ONG internationale CRS intervenant dans la province du Haouz met quant à lui en lumière les difficultés d'usage d'une approche se revendiquant d'une lecture du genre en termes de rapports de pouvoir dans la famille. Il prend l'exemple de l'activité d'élevage que l'ONG a mis en place avec des femmes de plusieurs villages. Il a tout d'abord été imposé aux femmes de gérer le bétail provenant du projet séparément de celui de l'espace familial, dans le but affiché d'éviter

que les hommes accaparent les revenus du projet. En mettant en cause le mode de gestion pratique à l'œuvre dans les familles, l'animatrice en charge du projet s'était alors exposée à la résistance des hommes, qui, en tant qu'époux ou pères, considéraient les exigences de l'ONG comme une ingérence. L'ONG CRS a cherché à atténuer leur méfiance en impliquant l'association villageoise :

Par exemple, l'homme (*i.e.* « le chef de famille ») propose parfois que la femme garde sa brebis chez elle. Nous, nous exigeons que les brebis soient dans le groupement. [...] La femme qui a reçu la brebis fait une convention avec l'association villageoise.

Cette condition du bailleur de fonds a ainsi été formellement acceptée par les chefs de famille. Ce qui ne désactive pas pour autant les mécanismes de contrôle de revenus internes au foyer (Kabeer, 2000).

En outre, le type de contrôle des revenus instauré met alors potentiellement en cause la légitimité d'intervenant-e-s auprès de nombreux hommes du village. Dans quelle mesure ceux-ci parviennent-ils à gérer la mise en œuvre pratique de telles approches ? À quel coût, psychologique et moral ?

Le coût de la mise en cause des normes de genre

Cette difficulté a été pointée par un cadre de la FAO au Maroc avec qui je m'entretenais de la prise en compte du genre dans les programmes : selon lui, quand un intervenant défend cette représentation du monde en termes de rapports de pouvoir, il est amené à une remise en cause plus générale des rapports sociaux, y compris dans sa propre vie. L'analyse de ce représentant révèle bien ici la portée d'une lecture qui reconnaît la valeur dénonciatrice du genre dès lors qu'elle s'accompagne d'une interrogation des rapports entre hommes et femmes en termes de pouvoir, et nous conduit à discuter des capacités dont disposent ou non les intervenants du développement à mettre en cause les relations de genre (Kandiyoti, 1998). Car les animateurs ont généralement intérêt à reprendre les catégories sociales en vigueur dans une communauté, notamment celles liées au genre, pour qu'un projet puisse être élaboré puis réalisé. Dans quelle mesure disposent-ils

réellement d'un pouvoir de questionner, voire de remettre en cause ces catégories de genre ? Telle est la question que formule également l'anthropologue Deniz Kandiyoti :

Les approches utilisées (telles que les méthodologies participatives) ont tendance à favoriser des buts phénoménologiques plus que déconstructivistes, un objectif de compréhension appropriée des représentations de la manière dont les hommes, les femmes et les enfants mettent à plat leurs univers sociaux dans des contextes spécifiques, sans nécessairement interroger ou viser à déstabiliser ces catégories elles-mêmes (telles que celles des anciens, masculins ou féminins, celles des jeunes, des marginaux). Prendre les catégories « naturalisées » pour argent comptant peut renforcer une communication appropriée et promouvoir les approches de développement désignées comme celles de *bottom up* qui sont sensibles aux constructions locales du genre, mais cela ne sert pas nécessairement à les questionner (notre traduction, Kandiyoti, *ibid.* : 146).

L'auteure évoque ainsi les difficultés qu'ont les méthodes se réclamant de l'approche « genre et développement » à produire autre chose qu'un recueil des données immédiates disponibles au niveau des consciences humaines – recueil par ailleurs nécessaire et encore largement insuffisant. Car l'approche déconstructiviste qui peut être associée à la notion de genre telle qu'elle est développée par exemple chez Christine Delphy (2002) dépasse cette phase de collecte des représentations de genre pour mettre en cause le principe même de la partition de genre. Cette démarche de mise en cause du genre, en incluant le découpage par sexe dans cette construction, aboutit à la nécessité de faire éclater ce mode de classement binaire qui établit d'emblée la hiérarchie (Delphy, *ibid.*). Dans cette perspective, les catégories hommes et femmes ne prennent de sens que dans le cadre de cette bipartition. Il faut alors les supprimer. Or, l'objectif de la méthode participative de développement reste effectivement de parvenir à communiquer suffisamment avec les bénéficiaires d'un projet pour pouvoir envisager une action procédant d'une démarche concertée. Il paraît alors pour le moins inapproprié à des intervenants de développement de mettre d'emblée en doute les catégories existantes.

Après avoir repéré les représentations associées à chaque catégorie – ce qui nécessite déjà tout un travail –, il resterait certes une marge de manœuvre à l'intervenant/e pour souligner l'arbitraire de ces catégories. En supposant que celui-ci soit lui-même acquis à cette démarche, Deniz Kandiyoti pose la question suivante : comment cet intervenant pourrait-il ensuite mettre en place un projet sur la base du bouleversement – pour ne pas dire chaos – qu'il aurait provoqué (*op. cit.*) ?

Conclusion

L'analyse des projets de développement sous le prisme des discours et pratiques relatifs au genre rappelle que « l'approche genre », en tant qu'elle est associée à l'approche participative notamment, défend plus l'objectif d'une prise en compte conjointe des hommes et des femmes dans les projets que celui d'une interrogation des rapports de pouvoir. La portée déstabilisatrice d'un usage du genre tel qu'il est pratiqué par des sociologues et anthropologues féministes est neutralisée par les institutions de développement qui défendent son usage lisse, capable de s'associer aux autres approches du développement dans un processus cumulatif.

Lorsque l'approche retenue dans le champ du développement est l'occasion d'opérations de déstabilisation de pratiques comme elle peut l'être dans les exemples donnés, elle suppose la présence de différents intervenants convaincus de son intérêt, au premier rang desquels les animateurs. Cette problématique de l'engagement des intervenants dans les projets qu'ils défendent reste à mon sens encore largement minorée. Elle permet pourtant de rappeler l'inextricable lien de ces questions de développement à celles plus larges des mouvements sociaux en présence et du *local feminism* (Degavre, *op. cit.*).

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BISILLIAT J., 2000. « Lutttes féministes et développement : une perspective historique », in BISILLIAT J., VERSCHUUR C. (dir.), *Le*

genre : un outil nécessaire. Introduction à une problématique. Paris/Genève, L'Harmattan (Cahiers genre et développement, 1) : 19-29.

BISILLIAT J., 2003. « Le genre : une nécessité historique face à des contextes aporétiques », in BISILLIAT J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation*. Paris, Karthala : 153-170.

BOURDIEU, 2002. « Les conditions sociales de la circulation internationale des idées », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 145 : 3-8.

CAHIERS DU GENRE, 2004. *Les résistances des hommes au changement*, 36. Paris, L'Harmattan.

CHABAUD-RYCHTER D., GARDEY D., 2000. « Techniques et genre », in HIRATA H., LABORIE F., LE DOARE H., SENOTIER D. *et al.*, *Dictionnaire critique du féminisme*. Paris, PUF : 215-220.

CHICHE J., 1994. « Les femmes analphabètes », in BARKALLIL N., CHICHE J., LEMRINI A. & NACIRI R., *Femmes et éducation*. Casablanca, Éditions Le Fennec/Fondation Friedrich Ebert : 17-45.

CHICHE J., KANOUBI H., 2002. *La participation des femmes dans les programmes de développement de l'élevage de chèvres laitières au Maroc. Considérations sociales et économiques*. Rabat/Ouarzazate, n.p.

CLANCY-SMITH J., 1999. « A Woman Without Her Distaff: Gender, Work and Handicraft Production in Colonial North Africa », in MERIWETHER M. L., TUCKER J. E. (eds), *A Social History of Women and Gender in Modern Middle-East*. Oxford-Boulder, Westview Press : 25-62.

DAMAMME A., 2005. *Le genre à l'épreuve du développement. Discours et pratiques concernant la place des femmes dans les projets*. Thèse de doctorat en géographie, aménagement, environnement. Orléans, Université d'Orléans.

DAMAMME A., 2011. « Évolution des formes de prise en compte de la "question féminine" par les institutions publiques au Maroc », in KADRI A. (dir.), *Les études de genre au Maghreb et dans les pays d'immigration*. Bruxelles, Éditions Intermonde (à paraître en mars 2011).

- DAOUD Z., 1996. *Féminisme et politique au Maghreb : sept décennies de lutte*. Rabat, Éditions Eddif.
- DEGAVRE F., 2010. « La pensée "femmes et développement" », in FRAISSE L., GUERIN I., HERSENT M. (dir.), *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. Toulouse, Éditions Érès/IRD : 63-84.
- DELPHY Ch., 2002 [1991]. « Penser le genre : quels problèmes ? », in HURTIG M.-C., KAIL & M., ROUCH H. (dir.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*. Paris, CNRS : 89-101.
- KABEER N., 2000. *The Power to Choose*. London, Verso.
- KANDIYOTI D., 1998. « Gender, Power and Contestation. "Rethinking Bargaining with Patriarchy" », in JACKSON C., PEARSON R., *Feminist Visions of Development. Gender Analysis and Policy*. London, Routledge : 135-151.
- MARQUES-PEREIRA B., MEIER P., 2005. *Genre et politique en Belgique et en Francophonie*. Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant.
- MATHIEU N.-C., 2002 [1991]. « Les transgressions du sexe et du genre à la lumière de données ethnographiques », in HURTIG M.-C., KAIL M. & ROUCH H. (dir.), *Sexe et genre. De la hiérarchie entre les sexes*. Paris, CNRS : 69-80.
- MERON M., SILVERA R., 2006. « Salaires féminins : le point et l'appoint », *Travail, genre et sociétés*, 15 : 27-30.
- MESTRUM F., 2003. « De l'utilité des femmes pauvres dans le nouvel ordre mondial », in BISILLIAT J. (dir.), *Regards de femmes sur la globalisation*. Paris, Karthala : 35-73.
- MOLYNEUX M., 2000. « Mobilisation sans émancipation ? Participation des femmes, État et révolution au Nicaragua », in BISILLIAT J., VERSCHUUR Ch. (dir.), *Le genre : un outil nécessaire*. Paris-Genève, L'Harmattan (*Cahiers genre et développement*, 1) : 123-131.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 1995. *Anthropologie et développement. Essai en socio-anthropologie du changement social*. Paris/Marseille, Éditions APAD-Karthala.

RATHGEBER E., 1994. « WID, WAD, GAD. Tendances de la recherche et de la pratique dans le champ du développement », in DAGENAIS H., PICHÉ D. (dir.), *Femmes, féminisme et développement*. Montréal/Kingston, Mac-Gill-Queen's University Press : 74-95.

RODARY M., 2007. « Droit au travail ou accès aux bénéfices ? Travail des femmes et domination masculine dans le Maroc précolonial », *Cahier d'études africaines*, XLVII(187-188) : 753-780.

SANTISO J., 1998. « Circulation des idées et relations internationales », in SMOUTS M.-C. (dir.), *Les nouvelles relations internationales, pratiques et théories*. Paris, Presses de Sciences Po.

TABET P., 1979. « Les mains, les outils, les armes », *L'Homme*, 19(3-4) : 5-61.

TABET P., 2004. *La grande arnaque. Sexualité des femmes et échange économique-sexuel*. Paris, L'Harmattan.

Résumé

Les façons qu'ont les associations marocaines de développement d'user du genre comme discours et pratiques sont ici analysées et décrites à plusieurs échelles, et notamment dans leurs rapports aux émetteurs de discours tant nationaux qu'internationaux. Sur le terrain des projets, la figure de l'animateur(trice) se révèle centrale dans les parcours de transmission de la notion de genre : son rôle est pourtant encore largement minoré tant concernant leur capacité d'infléchissement des situations que pour le coût psychologique et moral de son implication. Si l'évocation des rapports de pouvoir contenus dans la notion originelle de genre s'observe dans les pratiques de certains intervenant(e)s, l'objectif de mise en cause des catégories de genre est quant à lui plus difficile à défendre.

Mots-clefs : genre, Maroc, associations, développement, projets.

Summary

The Uses of Gender in Development Projects. The Example of Moroccan Associations

The ways in which Moroccan development organizations use gender as discourse and practices are analyzed and described on several different scales, in particular in the organizations' relationships with national and international discourse producers. The project coordinator proves to be a central character in the transmission of the notion of gender; however, the importance of their role is still largely played down, both with respect to their capacity to change situations and to the psychological and moral cost of their involvement. If the evocation of the power relations contained in the original notion of gender can be observed in the practices of certain actors, the aim of challenging gender categories is, for its part, more difficult to defend.

Key-words: gender, Morocco, associations, development, projects.

* * *